



Lettre n°137 du 12 avril 2020

Leur « solidarité nationale », des attaques contre le monde du travail et des milliards pour le capital !

Notre solidarité, se préparer à prendre le contrôle de l'économie et de l'État

Macron croirait-il aux miracles ? Espère-t-il une résurrection de sa popularité depuis longtemps perdue ? Ou voudrait-il flatter la droite catholique ? Quels que soient les calculs de l'imposteur pour choisir ce lundi dit de Pâques pour une nouvelle allocution télévisée, il ne pourra faire oublier l'incurie criminelle de son gouvernement face à l'épidémie de Covid 19, la succession de mensonges proférés avec cynisme en invoquant la science ! Et il entend continuer son job, préparer la prochaine étape de la politique du pouvoir au service du CAC 40, continuer d'exécuter les desiderata du patronat qui n'a pas manqué de les formuler clairement.

Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef confiné dans son château du Croisic, au bord de la mer, près de La Baule, a été interviewé par *Le Figaro* samedi. « *L'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020* ». « *Ensuite, a-t-il ajouté, il faudra bien se poser la question, tôt ou tard, du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire* ».

Le ton est donné, « *pertes de croissance* », « *travailler un peu plus* », on nous refait le coup des sacrifices à faire pour surmonter la crise. Nul doute que Macron se chargera de mettre cela en musique sur l'air de la « *solidarité nationale* », ou autre version de l'union nationale et de l'union sacrée dans la continuité de la loi d'urgence sanitaire et de ses dérogations au Code du Travail.

Et il annoncera, avec la détermination et la fermeté du grand chef d'État auquel il prétend la prolongation du confinement tout en préparant le... déconfinement que souhaite le patronat, du moins pour les salariés de la grande industrie. Les grands groupes PSA, Renault, Michelin, Safran, Airbus veulent à tout prix rouvrir leurs usines - quand ils les ont fermées.

L'incurie du gouvernement face au Covid 19, ce sont les choix sociaux et politiques d'une classe dirigeante et de ses gouvernements successifs qui ont supprimé des dizai-

nes de milliers de lits et de postes, fermé les hôpitaux, liquidé leurs budgets pour les remplacer par la tarification à l'acte...

Le 25 mars dernier à Mulhouse, Macron évoquait un « *plan massif d'investissement et de revalorisation des carrières* » pour l'hôpital. Le lendemain, était publié un rapport commandé à la Caisse des Dépôts et consignations qui préconise de façon explicite tous les principes de gestion qui ont causé la catastrophe actuelle dans les hôpitaux : liens et dépendance vis-à-vis de la médecine de ville, tarifications à l'activité car il n'est pas question de revenir à une politique budgétaire, partenariats public privé (PPP), etc. Alors quand le directeur de l'ARS du Grand Est est limogé parce qu'il a dit publiquement que seraient maintenues les 174 fermetures de lits et 598 suppressions de postes prévues avant la crise à l'hôpital de Nancy, ce qui lui est reproché, c'est seulement de l'avoir dit et au moment où il ne fallait pas !

Morale et autoritarisme pour les travailleurs, pont d'or pour le capital

Quel scandale, aussi, la situation dans les Ehpad, où les décès ne sont comptabilisés que depuis quelques jours. Près de 5000 victimes du Covid à cause de leur âge mais aussi à cause des conditions inhumaines dans lesquelles les maintiennent les grandes sociétés privées du secteur auxquelles l'État a choisi d'offrir ce marché juteux plutôt que de créer comme il y en aurait besoin un service public du 4^{ème} âge avec les investissements nécessaires et des créations de postes massifs d'aides-soignant.e.s, d'infirmier.e.s, de médecins, etc. Depuis des mois, comme dans les hôpitaux publics, leurs personnels avaient dénoncé à travers leurs grèves et leurs protestations leurs conditions de travail, leurs bas salaires, leur précarité et les conséquences de la recherche de la rentabilité maximum pour les personnes âgées elles-mêmes. Mais ils n'ont reçu en retour, tout comme les personnels hospitaliers, que mépris et condescendance de la part du gouvernement.

Exposés en première ligne, les personnels des établissements de soins, qui comptent déjà des morts de l'épidé-

mie, ne disposent toujours pas du matériel indispensable à leur sécurité. Le gouvernement, l'État, sont incapables de leur fournir en quantité suffisante masques, gants, vêtements de protection, gel hydroalcoolique, tests, mais aussi matériel médical tels que respirateurs alors que dans le même temps, ils songent à imposer à toute la population une application numérique permettant de suivre chaque individu à la trace.

Quel contraste entre les discours culpabilisateurs des autorités, contrôles policiers et contraventions à l'appui, et la complaisance et leur servilité à l'égard des dirigeants des grandes entreprises !

Les patrons ont droit à tous les égards. De 45 milliards annoncés il y a trois semaines en soutien aux entreprises, Le Maire est passé à 100 milliards d'euros pour leur permettre en particulier de retarder leurs paiements de cotisations sociales et d'impôts, et mettre au chômage partiel, entièrement payé par l'État, leurs salariés payés, eux, à 84 %. Bien qu'ils préfèrent, vu les dispositions avantageuses de la loi d'urgence dérogeant au code du travail, leur imposer des jours de congé, de RTT ou de compte épargne-temps aujourd'hui, pour les faire travailler plus longtemps au moment où la production reprendra.

Leur politique, le plus court chemin vers l'aggravation de la crise sanitaire et économique

L'ampleur mondiale de la crise vient démontrer qu'il ne peut y avoir de réponse et d'issue nationales. La pandémie progresse de façon fulgurante aux Etats-unis, a franchi des seuils inimaginables il y a quelques semaines encore. Le nombre de morts comptabilisés a dépassé les 100 000 vendredi soir et plus de 4 milliards d'êtres humains, plus de la moitié de l'humanité, sont confinés.

Responsables de l'apparition de cette nouvelle épidémie du fait de leur gestion anarchique de l'économie et des ressources de la planète, guidée par le seul impératif du profit à court terme, et incapables de remédier aux conséquences des déséquilibres causés par cette recherche effrénée de compétitivité, les classes dirigeantes sont impuissantes, même dans les pays les plus riches, à contenir l'épidémie. Aux États-Unis, le pourcentage du PIB consacré à la santé est certes un des plus élevés au monde, 17 % (11 % en France ou en Allemagne), mais le secteur y est dominé par le privé et ses activités les plus lucratives au détriment de la prévention et de la santé publique. Les inégalités sociales, la misère, expliquent la rapidité de propagation de l'épidémie dans les quartiers pauvres de New-York, dans le Queens tout comme en France à Saint-Denis.

Trump fustigeait il y a peu le « virus chinois » et vantait la supériorité de l'économie américaine comme il accusait aussi l'OMS d'avoir menti. Ses rodomontades d'hier ne font que rendre plus spectaculaire son impuissance criante d'aujourd'hui.

La pandémie frappe aussi le Brésil, dont l'apprenti dictateur Bolsonaro s'était distingué il y a quelques jours en parlant à son propos de « grippette », au mépris des 13

millions de personnes qui vivent dans des bidonvilles dans ce pays, contraintes comme l'immense majorité de la population des pays les plus pauvres d'aller travailler malgré les risques pour leur santé, sous peine de ne pouvoir de toute façon survivre. Que valent les gestes barrières sans eau courante ni savon, sans possibilité de distanciation sociale quand la densité dans les bidonvilles des grandes métropoles ou les camps de réfugiés en Syrie atteint plusieurs dizaines de milliers de personnes au km² ?

L'arrêt de la production à cause de l'épidémie dans plusieurs secteurs de l'industrie de différents pays dont la Chine et celui des transports internationaux ont paralysé une grande partie de l'économie mondiale, provoquant une récession brutale. Une mise en sommeil, qui pourrait ne pas hypothéquer un rebond de l'économie. Sauf que les conséquences en sont irrémédiablement aggravées par la gestion qu'en font les capitalistes, guidés uniquement par leurs profits à court terme. La production s'arrête ? Ils se débarrassent sur le champ de leurs salariés. C'est vrai aux USA où les taux de chômage ont explosé -il y a eu 6,6 millions inscriptions supplémentaires la semaine dernière, ce qui porte le nombre de chômeurs à 16,7 millions- mais aussi un peu partout dans le monde à des degrés divers, les premiers licenciés étant les plus précaires. Quant aux investisseurs internationaux, ils retirent leurs capitaux des pays producteurs de matières premières, pétrole et autres, dont la baisse brutale des prix compromet les revenus, et les rapatrient vers les anciennes grandes puissances capitalistes.

Premières frappées par la crise sanitaire, les populations les plus pauvres sont aussi les premières victimes de la récession économique, de la gestion capitaliste de la récession, plus précisément.

Leur monde est en faillite ! Se préparer à prendre le contrôle de l'économie !

Toutes les institutions financières nationales et internationales sont intervenues ces dernières semaines pour injecter des montants inouïs de liquidités dans l'économie pour empêcher que la récession entraînée par l'épidémie ne débouche sur un effondrement du système financier. Même les pays de l'Union européenne ont réussi à se mettre d'accord pour constituer un fonds de plus de 500 milliards d'euros pour colmater les brèches.

Cette récession intervient dans un contexte où l'économie mondiale était déjà en voie de ralentissement et peinait à fournir aux capitaux gonflés par la spéculation leur pâture de profits tirés du travail humain. Étant donné le niveau d'endettement très élevé des entreprises qui ont pu profiter ces dernières années de taux d'emprunt extrêmement bas, voire négatifs, des défauts de paiement sont à prévoir, qui pourraient entraîner un assèchement du crédit, un « credit crunch » qui transformerait leur relance en une nouvelle étape de la crise financière et économique.

Car leur « monde d'après » ressemble furieusement au monde d'avant, les détenteurs de capitaux sont libres d'investir ceux-ci où ils le veulent, sans aucun contrôle, dans les circuits et marchés financiers, la spéculation en attente

de profits. Par contre les États qui auront fait marcher la planche à billets pour alimenter les banques et amorti le choc de la récession pour les entreprises seront sommés de rembourser leurs dettes et d'accepter des plans d'ajustement structurels comparables aux mémorandums de la troïka qui ont été imposés à la Grèce suite à la crise de la dette de 2011. Cette débauche de création monétaire, c'est aux travailleurs qu'ils voudront la faire payer d'une manière ou une autre, par l'inflation et de nouveaux plans d'austérité !

Après la crise de 2007-2008, des soulèvements ont eu lieu un peu partout dans le monde contre les injustices imposées aux 99 % par les 1 % les plus riches. Aujourd'hui, le problème se pose d'emblée et bien plus fortement qu'après 2008. Alors que 4 milliards d'êtres humains sont confinés, c'est toute la population mondiale qui est concernée.

Les réactions des travailleurs, protestations, droits de retrait, grèves parfois sauvages ont été extrêmement nombreuses un peu partout dans le monde, refus de risquer

sa vie pour des productions inutiles, revendications de produire le matériel qui manque pour faire face à la crise sanitaire. Elles indiquent la voie à suivre et une aspiration à décider et contrôler.

Les solutions sont simples, à l'inverse de celles mises en œuvre par les pompiers pyromanes de l'économie capitaliste : le financement sous le contrôle de la population de la recherche et de toutes les chaînes de production indispensables à la résolution de la crise sanitaire et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Il n'y a pas d'autre issue pour cela que la constitution d'un monopole public du crédit en expropriant les banques et les sociétés financières, une planification internationale démocratique de l'économie en vue de la satisfaction des besoins et non des profits d'une infime minorité. Ces solutions ne peuvent venir que des travailleurs eux-mêmes, de leurs mobilisations et de leurs luttes.

Le covid-19 met le socialisme à l'ordre du jour comme seule issue pour l'humanité à la faillite du capitalisme.

Galia Trépère
